



La réunion de l'OTAN à Bruxelles accroît le danger de guerre contre la Russie

Par [Johannes Stern](#)

Mondialisation.ca, 07 février 2015

[WSWS.org](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les ministres de la Défense de l'OTAN se sont réunis mercredi 5 février à Bruxelles afin de consolider l'alliance militaire contre la Russie, augmentant ainsi le risque d'une confrontation militaire directe entre puissances disposant de l'arme nucléaire.

Un article paru dans l'édition dominicale du journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), citant des sources de l'OTAN, fait état de plans visant à établir une présence permanente de l'Alliance atlantique en Europe de l'Est. De soi-disant « unités spéciales d'intégration » seront ainsi mises en place en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie. On projette également de déployer de telles unités à une date ultérieure en Hongrie.

Ces unités seront composées de 40 soldats chacune. Elles auront pour tâche de préparer des exercices militaires pour une nouvelle force de réaction rapide de l'OTAN et de coordonner les activités militaires en cas de situation urgente. L'Allemagne, qui prend cette année la direction de cette opération, a l'intention de déployer 25 soldats au total dans ces unités.

Les troupes au sol de la force d'intervention rapide devraient se composer de quelque 5.000 soldats. L'objectif est de rendre les unités les plus flexibles de cette force d'intervention capables de parvenir à un nouvel endroit en l'espace de 48 heures. L'ensemble de la brigade sera entraîné et équipé pour être en mesure de se transporter vers un nouvel emplacement en une semaine. La direction de l'opération sera assurée par rotation annuelle entre les membres de l'OTAN.

Selon la FAZ, les ministres de la Défense de l'OTAN ont déjà décidé de l'équipement à prévoir durant la « phase test » qui devrait durer jusqu'au début de l'an prochain. A partir du mois d'avril, un bataillon de parachutistes allemand viendra compléter les unités américaines stationnées dans les Etats baltes depuis l'an dernier.

Il y a deux semaines, la FAZ avait révélé que les ministres de la Défense de l'OTAN convoqueraient le Groupe des plans nucléaires (NPG) au début de la réunion du 5 février pour discuter « le scénario de menace nucléaire émanant de la Russie ces derniers mois. »

Selon la FAZ, ceci ne sera pas, contrairement aux années précédentes, une réunion de routine. Une analyse de scénarios de menace préparée au quartier général de l'OTAN y sera présentée aux ministres de la Défense. Après quoi, ceux-ci devaient discuter « pour la première fois des conséquences d'une stratégie nucléaire de l'alliance. » Une session de

consultation séparée est prévue avec la France qui n'est pas membre du NPG.

Les simulations nucléaires de l'OTAN montrent que les puissances impérialistes sont prêtes à risquer une guerre nucléaire dans le but de venir à bout de la Russie. La semaine passée, des figures importantes dont l'ancien chef d'Etat soviétique Mikhaïl Gorbatchev, ont averti du danger d'une troisième guerre mondiale si l'OTAN, dirigée par les Etats-Unis, continuait de prendre des mesures agressives contre la Russie.

Gorbatchev avait averti, dans le contexte d'une recrudescence des combats dans l'est de l'Ukraine entre les troupes du régime de Kiev appuyé par l'Occident et les séparatistes pro-russes, qu'une « guerre véritable aboutirait inévitablement à une guerre nucléaire. »

Dimanche, la *Süddeutsche Zeitung* a cité un expert militaire russe, Yevgeny Buchinsky, qui disait qu'en réaction à une offensive de Kiev contre le Donbass « la Russie serait obligée d'intervenir et puis, pour parler franchement, de prendre Kiev. Alors l'OTAN serait dans une situation difficile. Et alors on serait obligé de commencer une troisième guerre mondiale dont personne ne veut ».

Les puissances impérialistes et leurs mandataires à Kiev intensifient le conflit en dépit de ces avertissements. Lundi, le *New York Times* a révélé que le gouvernement Obama envisageait l'envoi d'armes létales à Kiev. Le journal a donné une liste de responsables et d'officiers militaires de haut rang, de l'actuel comme de l'ancien gouvernement, qui réclament de telles mesures.

L'article du *Times* a suscité une opposition parmi des secteurs de l'élite européenne. La *Süddeutsche Zeitung* écrit qu'une décision de Washington d'équiper le régime de Kiev d'armes offensives serait considérée par la Russie comme l'équivalent d'une déclaration de guerre. Lors d'une visite en Hongrie, les responsables russes et la chancelière allemande Angela Merkel s'étaient exprimés contre une telle décision.

Washington avait l'intention d'utiliser la réunion du 5 février pour forcer les Etats membres de l'Alliance atlantique à suivre cette trajectoire irresponsable et provocatrice. En début de semaine, Alexander Vershbow, ancien ambassadeur américain en Russie et actuel secrétaire général délégué de l'OTAN, a dit que l'« agression russe » en Ukraine « changeait les règles du jeu de la sécurité européenne. »

Il a insisté sur la nécessité de déployer des troupes de la force d'intervention rapide en Europe de l'Est, d'élargir la portée de l'OTAN à l'Est et d'armer les forces armées ukrainiennes. Faisant référence à l'Ukraine, à la Géorgie et à la Moldavie, toutes d'anciennes républiques soviétiques, il a dit, « Plus elles sont stables et plus nous sommes sûrs. Et donc, aider l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie - à renforcer leurs forces militaires, à réformer leurs institutions et à moderniser leurs économies - n'est pas un acte de générosité, c'est dans notre intérêt stratégique fondamental. »

Il a ajouté, « l'OTAN y apporte sa contribution. Dans le but d'aider l'Ukraine, nous avons créé cinq fonds d'affectation pour fournir une assistance dans des domaines tels que le commandement et le contrôle, la logistique, la cyberdéfense et la médecine militaire. Nous envoyons des conseillers à Kiev et nous effectuerons des exercices avec les forces armées ukrainiennes. De plus, nous aiderons, d'une façon similaire, la Moldavie et la Géorgie à renforcer leurs capacités de défense et, dans le cas de la Géorgie, nous aidons à préparer son adhésion future à l'alliance. »

A la fin de son discours, Vershbow a prévenu: « Cette fois-ci, après avoir choisi notre cap, nous devons y adhérer. Nous devons rester unis, nous devons rester fermes et alourdir le prix que la Russie devra payer pour son agression. »

Entre-temps, les voix en faveur d'un armement de l'Ukraine se font plus fortes. Au micro de la radio Deutschlandfunk, Michael Gahler (Union chrétienne-démocrate, CDU), porte-parole de la sous-commission sécurité et défense du groupe du Parti populaire-européen au parlement européen, s'est exprimé en faveur d'un envoi d'armes à l'Ukraine

Wolfgang Ischinger, le président de la Conférence de Munich sur la sécurité, qui se tient ce week-end, a parlé dans le même sens. Lors d'une entrevue à la chaîne de télévision ZDF, il s'est déclaré en faveur de l'« annonce d'éventuelles livraisons d'armes » à l'Ukraine. « On a parfois besoin d'exercer une pression pour obtenir la paix, » a-t-il déclaré. S'il a dit que l'Allemagne ne devait pas envoyer d'armes, il a aussi dit pouvoir « s'imaginer que d'autres membres de l'alliance veuillent le faire. »

Le président ukrainien Petro Porochenko s'est rendu le 4 février à Kharkov, près de la frontière russe et proche de la région contestée. Son régime était arrivé au pouvoir il y a près d'un an suite à un coup d'Etat sous direction fasciste, soutenu par les Etats-Unis et l'Allemagne. Il mène depuis une guerre brutale contre la population de l'est de l'Ukraine. Il a dit à cette occasion, « nous aurons besoin d'armes létales et je suis sûr qu'il y aura des envois d'armes étrangères en Ukraine. » Il ajouta: « Je n'ai pas le moindre doute que les Etats-Unis et d'autres partenaires apporteront leur aide en armes létales pour que l'Ukraine puisse se défendre elle-même. »

Porochenko participera à la Conférence de Munich sur la sécurité, aux côtés de vingt autres chefs d'Etat et de soixante ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Il devait, jeudi 5 février, rencontrer le secrétaire d'Etat américain, John Kerry à Kiev.

Johannes Stern

Article original, [WSWS](#), paru le 5 février 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Johannes Stern](#), [wsws.org](#), 2015

Articles Par : [Johannes Stern](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca